

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin
Equipe RCA

Mulhouse, le 4 février 2015

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite pour inspection
Société JEDELE à Altkirch

- 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant**
- 2. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 3. Thèmes de la visite et référentiels**
- 4. Installations contrôlées**
- 5. Constats**
- 6. Conclusion**

1. Inspecteur(s), personne(s) rencontrée(s), dirigeant

Inspecteur(s) :

•

Personne(s) rencontrée(s) :

Dirigeant de l'établissement contrôlé :

•

2. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal :** articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement, Arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité :** autorisation
- **Date et horaire de la visite :** 28 janvier 2015 de 09h.30 à 12h.00
- **Numéro SIIIC :** 0644
- **Adresse du site visité :** 6, rue Alfred Jédelé. 68132 Alkirch
Coordonnées géographiques : N :47.73889°, E :07.33167°
- **Type de contrôle :** Visite approfondie
- **Nature du contrôle :** Contrôle planifié
- **Circonstance du contrôle :** Contrôle annoncé le 21/01/2015

3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

Thèmes et enjeux :

Le contrôle a porté sur :

- le volume des cuves,
- les seuils d'activité en exploitation,
- le contrôle des émissions,
- la gestion des déchets,
- le traitement des eaux de rinçage.

Prévention de la pollution des sols.

S'assurer que l'exploitant collecte, évacue et assure une traçabilité du suivi de ses déchets

Le référentiel est :

- les articles 6, 7.1, 9.1.1, 9.1.2, 10.6, 10.8, 11.1, 11.4, de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°87 740 du 02 juin 1988,
- l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres des opérations liées aux déchets,
- article 20 de l'arrêté du 30/06/06 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

La visite d'inspection faisait suite au plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

4. Installations contrôlées

Les ateliers de fabrication et l'aire extérieure de stockage des déchets.

5. Constats

Article 6 :

Les installations comprendront des bains de traitement aux volumes répartis comme suit :

- 12 300 litres pour le zingage tonneaux,
- 44 600 litres pour le zingage bain mort,
- 1 200 litres pour le cadmiage,
- 13 900 litres pour le nickelage – chromage.

Commentaires :

Les volumes ont été modifiés. L'exploitant a visiblement informé, à chacune de ses modifications, le service d'inspections des installations classées qui a conclu à des modifications non-substantielles.

En résumé :

Le volume total des bains de traitement est passé de 72 000 l à 78 245 l soit une augmentation de 8,7 %. La liste des bains de traitement est jointe en annexe du rapport.

Article 7.1 Modalité générales de contrôle

« L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation. »

Commentaires :

L'ensemble des résultats est remis dans les délais conformes à ceux fixés par l'arrêté préfectoral. L'exploitant déclare qu'il compare les résultats aux VLPE. Il n'a pas relevé d'anomalie au cours de l'année 2014. La consultation de la base de données GIDAF permet de voir que l'exploitant :

- est à jour dans la remise des informations,
- respecte les délais,
- obtient des résultats conformes.

Article 9.1.1 Autosurveillance

« Un contrôle en continu est effectué sur les effluents avant rejet. Il porte sur les débits et le pH.

Le pH est mesuré et enregistré en continu. Les enregistrements sont archivés pendant une durée d'au moins 5 ans.

Le débit journalier est consigné sur un support prévu à cet effet. Ces valeurs seront archivées pendant une durée d'au moins 5 ans ».

Commentaires :

Les mesures de débit et de pH sont effectuées quotidiennement et enregistrées.

Article 9.1.2 Autosurveillance

«...des contrôles du niveau des rejets ...(en fonction des caractéristiques des rejets) sont réalisés journalièrement par l'exploitant sur un échantillon moyen représentatif par un procédé de contrôle simple. Les résultats de ces contrôles sont archivés sur support prévu à cet effet. »

Commentaires :

L'exploitant indique qu'il adresse à l'inspection trimestriellement les relevés d'autosurveillance des effluents en sortie de la station de traitement.

Pour l'année 2011, les concentrations en zinc n'ont pas dépassées la valeur limite réglementaire de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Les concentrations en MEST et chrome total sont également inférieures aux limites réglementaires.

L'exploitant déclare que les contrôles sont effectués par 2 organismes extérieurs agréés COFRAC en plus de son auto contrôle. Cette méthode lui permet d'améliorer la fiabilité de ses résultats.

Le service d'inspection demande que les résultats soient transmis par mail (courriel) et non par la voie postale. Le document doit faire clairement apparaître les valeurs relevées en regard des valeurs limites d'émissions (VLE) à respecter. L'exploitant doit rédiger une conclusion et proposer des améliorations si besoin.

Article 10.6

« L'alimentation en eau sera munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible »

Commentaires :

Lorsque l'atelier fonctionne, un intervenant est proche du dispositif d'alimentation en eau. En cas de besoin, il peut intervenir à tout moment pour couper cette arrivée. La commune fournit la totalité de l'eau à l'usine. Le service d'inspection a relevé la présence de deux disconnecteurs pour prévenir d'un éventuel retour d'eau du procédé de fabrication vers le réseau destiné à la consommation.

Article 10.8

« Les systèmes de contrôles en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non-conforme aux limites de PH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau ».

Commentaires :

En cas de dépassement l'automate bloque instantanément le rejet et alerte l'exploitant. Les mesures de pH des derniers mois n'ont pas dépassées les valeurs réglementaires.

Article 11.1

« Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

Ces vérifications sont à consigner dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. ».

Commentaires :

Un planning des opérations à effectuer sur les lignes de production est rédigé par l'exploitant. Les vérifications sont effectuées lors des vidanges des différentes cuves constituant les 3 lignes de production soit 2 fois par an. L'opérateur en charge de la vérification atteste par sa signature la réalisation de l'opération.

Article 11.4

« L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspecteur des installations classées sur simple demande. »

Commentaires :

Un schéma de l'établissement a été présenté à l'inspection ainsi qu'un plan montrant les différents circuits de circulation des eaux :

- la canalisation des eaux provenant du réseau public
- les canalisations des eaux concentrées
- les canalisations des eaux de rinçage
- le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux concentrées sont acheminées vers les cuves de la station de traitement pour y être neutralisées. Les eaux usées après décantation sont rejetées dans l'III.

Des rétentions sont aménagées pour la réception d'éventuelles eaux d'incendie. Ces rétentions sont :

- dans le bâtiment où se trouve les baignoires de traitement. Son volume est de 125 m³
- dans le bâtiment de stockage. Son volume est de 75 m³
- une rétention existe sous chaque cuve de la station de traitement
- sur la zone de déchargement de produit chimique.

Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que :

- seules les cuves vides n'étaient pas toutes stockées sur une aire de rétention,
- la chape du dallage est régulièrement reprise par zones avec une résine auto-lissante.

Article 22

« L'exploitant de l'atelier de traitement de surface, producteur de déchets, doit veiller à leur bonne élimination, même s'il a recours au service d'un tiers.

Il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre. Il doit notamment obtenir et archiver, pendant au moins 3 ans, tout document permettant d'en justifier.

Une synthèse précisant de façon détaillée les déchets produits, leur composition approximative, les enlèvements, les quantités et leur modalité d'élimination finale, ainsi que les déchets éliminés par l'exploitant lui-même (en précisant le procédé utilisé) sera transmise trimestriellement à l'inspection des installations classées. Cette synthèse portera notamment sur :

- les baignoires concentrées usées,
- les boues de détoxification,
- les résines échangeuses d'ions envoyées en régénération.

L'inspecteur des installations classées peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande ».

Commentaires :

L'exploitant adresse à l'inspection trimestriellement une déclaration de production de déchets. Cette déclaration présente les différents déchets, leur origine, les quantités ainsi que le transporteur et le centre de collecte. Les déchets produits sont des boues d'hydroxydes métalliques déshydratées et des effluents acides.

L'exploitant a présenté le jour de l'inspection les bordereaux de suivi de déchets correspondant à cette déclaration trimestrielle. Ces documents sont correctement renseignés et signés.

6. Conclusion**Non-conformités ou situation irrégulière**

Pas d'observations

Autres constats à portée réglementaire

Pas d'observations

Observations

Les résultats des mesures concernant tous les rejets, le bilan trimestriel déchets, etc....., devront être envoyés par mail (courriel).

Il est demandé à l'exploitant de mettre sur la première page de son rapport, ses commentaires et interprétation des résultats obtenus qu'il comparera aux valeurs limites d'émissions fixées dans son arrêté d'autorisation et par la réglementation en vigueur.

Questions

sans objet

Le Technicien de l'environnement
(Installations classées)